

SFR se réjouit de la reconduction par l'Autorité, dans le cadre de cette nouvelle analyse de marché, de l'ensemble des obligations qui pèsent sur France Telecom dans le cadre de la régulation ex ante du marché de gros des offres d'accès large bande (haut débit).

En revanche, SFR estime que la distinction introduite par l'Autorité entre les différents types de support physique utilisés (i.e. cuivre versus fibre) ne repose sur aucun élément objectif et est susceptible de porter gravement atteinte au développement de la concurrence sur le marché de détail.

La réponse de SFR se concentrera sur ce dernier aspect.

#### I - Définition du marché pertinent

SFR adhère à la définition de marché de l'Autorité qui retient le marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational, qu'elles soient fondées sur le DSL, le câble ou la fibre, et indépendamment du type de clientèle visée et de l'interface de livraison utilisée. La dimension du marché est effectivement nationale.

#### II - Désignation d'un opérateur exerçant une influence significative

SFR soutient l'analyse de l'Autorité et estime également que l'opérateur France Telecom exerce une influence significative sur le marché ainsi défini.

#### III - Les obligations imposées à France Telecom

SFR partage de manière globale l'analyse menée par l'Autorité concernant la plupart des obligations imposées à France Telecom.

**SFR souhaite en revanche insister principalement sur son désaccord total avec l'Autorité concernant le traitement des offres de gros haut débit activées et livrées au niveau infranational fondées sur la fibre (point 8).**

L'Autorité exclut du périmètre des obligations imposées à France Telecom les offres d'accès large bande fondées sur la fibre, alors même que ces offres sont incluses dans le marché analysé sur lequel France Telecom exerce une influence significative.

Ainsi et pour la première fois dans la courte histoire de la régulation, la technologie support utilisée par l'opérateur historique lui permettrait-elle d'échapper à ses obligations. Cette analyse semble quelque peu contradictoire avec le principe même de neutralité technologique tel qu'il figure dans la directive cadre.

L'Autorité tente d'étayer cette exclusion en se fondant également sur le fait qu'une obligation d'accès aux infrastructures de génie civil de la boucle locale devrait être imposée à France Telecom et ce, sans procéder à la moindre analyse de substituabilité entre ces deux offres. Il s'agit en fait de deux obligations diamétralement opposées qui ne sont en rien substituables<sup>1</sup>.

L'Autorité en conclut donc que *"l'obligation de fournir des offres de gros fondées sur la fibre relève donc de la régulation symétrique et non de l'analyse de marché"*.

Or, dans le même temps, l'Autorité inclut la fibre dans le marché pertinent. Elle souligne la difficulté à déployer au même rythme que France Telecom et avec les mêmes effets de levier, insiste sur la nécessité pour les opérateurs tiers de bénéficier d'offres de gros adaptées, mais pour autant n'en tire pas les conclusions qui s'imposent.

SFR estime qu'une offre Bitstream sur la boucle locale en fibre optique devrait être imposée à France Telecom dans le cadre du présent marché en complément de l'ensemble des obligations qui lui sont imposées au titre du marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques (i.e. l'accès aux infrastructures de génie civil; la mutualisation du déploiement de fibres optiques entre le NRO et le PRI...). Cette offre d'accès large bande devrait être principalement orientée sur le débit offert à l'interface de la fibre optique de France Telecom (100 Mbits, 1 Gbits et au-delà).

Idéalement en effet, si l'Autorité imposait à France Telecom une obligation de mutualisation du déploiement de fibres optiques entre le NRO et le PRI, il ne serait pas nécessaire d'imposer à France Telecom une obligation de faire une offre de gros d'accès large bande sur fibre optique. En effet, l'ensemble des opérateurs investisseurs, y compris France Telecom, déploieraient de manière simultanée leur infrastructure passive de boucle locale et seraient donc en mesure de proposer une offre de détail d'accès haut débit en fibre optique dans la même temporalité.

Malheureusement, France Telecom a déjà commencé à déployer massivement un réseau de boucle locale en fibre optique du type PON. Ainsi, en attendant que les opérateurs investisseurs déploient à leur tour leur propre boucle locale en fibre optique en utilisant l'accès aux infrastructures de l'opérateur historique, une offre "bitstream" sur fibre optique leur permettrait d'être présents commercialement dans les zones géographiques où France Telecom a déjà déployé sa boucle locale fibre et où l'offre d'accès au génie civil de France Telecom n'est pas disponible. Une telle obligation permettrait d'éviter que France Telecom ne préempte le marché de détail.

Le prix de cette offre doit être raisonnable. Il doit permettre aux opérateurs investisseurs de concurrencer Orange sur le marché de détail.

En conséquence, l'Autorité doit anticiper cet état de fait et adopter aujourd'hui les remèdes qui permettront de prévenir une telle situation qui serait irréversible. Elle doit imposer à France Telecom, et ce de façon pérenne, une obligation de faire une offre de gros fondée sur la fibre.

SFR considère qu'une telle obligation constitue un remède nécessaire, découlant naturellement de l'analyse menée par l'Autorité dans cette consultation.

---

<sup>1</sup> L'Autorité a eu l'occasion de préciser qu'une offre de bitstream ne permettrait pas à son bénéficiaire de se différencier en termes de débits ou options de qualités de service par rapport aux offres de détails de son opérateur prestataire.